



Allianz von Humanisten
Atheisten & Agnostiker

Luxembourg, le 25 novembre 2012

MINISTERE D'ETAT
Département des Cultes
Monsieur le Ministre François Biltgen
4, rue de la Congrégation
L-2910 Luxembourg

Objet : Prise de position de AHA Lëtzebuerg face au rapport du groupe d'experts chargés « de réfléchir sur l'évolution future des relations entre les pouvoirs publics et les communautés religieuses ou philosophiques » au Luxembourg.

Monsieur le Ministre,

Suite à votre lettre du 26 septembre 2012, veuillez trouver ci-joint quelques commentaires relatifs au rapport susmentionné, ainsi que, en annexe, notre dossier de presse du 23 novembre 2012. Ce dernier fait partie intégrante de notre avis.

Un rapport aux constats attendus depuis longtemps

AHA Lëtzebuerg, dont un des piliers d'actions s'articule autour de la séparation entre Etat et églises, se félicite que l'analyse des experts rejoint de manière congruente les constats que nous avons déjà depuis toujours dressés. En effet, en partie sous notre influence et nos actions de part le passé, et de l'obligation politique en découlant, la question relative à la séparation fut de nouveau remise sur l'échéancier avec un débat subséquent au sein de la société civile.

Rappelons à cet endroit certains chiffres éloquentes, issus d'études sérieuses qui montrent de manière cartésienne que plus de 60% des résidents sont pour une séparation nette entre l'état et les églises et que mêmes certaines manipulations médiatiques machiavéliques de l'organe de presse de l'archidiocèse n'ont pu renverser cette tendance.

De manière analogue, nous félicitons le groupe rédactionnel qui a pour la première fois osé s'attaquer à une analyse de type juridique de fond. La pierre angulaire majeure du rapport est pour nous AHA, le constat argumenté de manière discursive que le modèle actuel de financement des églises et de son personnel, n'est pas seulement démodé, mais non compatible avec une société moderne et partant, entaché d'iniquité et d'inégalité flagrante et donc non représentatif de tous les courants de pensée de la société



Allianz vun Humanisten
Atheisten & Agnostiker

luxembourgeoise. Ceci est bien tangible à certains endroits du rapport où l'on parle de manière peu flatteuse du système actuel :

- (...) *il ne paraît plus adapté à la société luxembourgeoise de ce début de XXIème siècle, eu égard principalement à son caractère inégalitaire*
- (...) *le manque de souplesse et de transparence*
- (...) *le système de conventionnement et de financement public des communautés religieuses prête le flanc à la critique sur base de son caractère discriminatoire.*

Force est de constater, que celui qui interprète ces conclusions de manière différente est de mauvaise volonté et simplement inapte à lire de manière syllogistique et rationnelle un texte, on ne peut plus clair, ne laissant pas la place à un iota d'interprétation divergente de la présente analyse.

Le volet Enseignement et cours religieux

La volet du rapport traitant du devenir de l'enseignement religieux nous paraît cependant moins ouvertement traité et nous laisse relativement perplexe.

En effet, bien que de multiples études scientifiques aient indubitablement démontré que, si un enfant n'entre pas en contact avec l'idée du transcendantal inculqué par un adulte qu'il considère comme référence, et lorsqu'il a atteint un âge d'une maturité cognitive à réflexion autonome, son bagage intellectuel lui permet de se défendre de manière efficace contre des idées que nous considérons comme illogiques et irrationnelles, issus des croyances et mythes.

Il est très clair que les dirigeants religieux, peu importe leur orientation, connaissent très bien cette donnée du développement intellectuel de l'enfant, et partant sont donc manifestement contraints d'implanter l'idée du surnaturel au sein du cerveau humain avant cette étape décisive d'autodétermination. C'est la raison pour laquelle l'accès à l'école reste un de leurs chevaux de bataille afin de pouvoir continuer leur prosélytisme nécessaire à leur pérennisation.

Afin de contrecarrer ce viol intellectuel systématique de nos enfants, nous proposons à la place un enseignement aux valeurs, neutre, respectant chaque tendance philosophique actuelle, exempte de toute atteinte visant à recruter des futurs adeptes d'un culte en particulier. Il est important que cet enseignement de valeurs se base sur un humanisme éclairé et qu'il contienne des éléments historiques, montrant également les dérives passées et actuelles des fanatismes religieux, tel qu'un historien adogmatique les présenterait à un jeune public averti, avide de connaissance. Il découle de source que cet enseignement devra être professé par des personnes spécialement formées en la matière et non par des personnes issues d'un quelconque culte.



Allianz vun Humanisten
Atheisten & Agnostiker

Les aspects financiers et sociétaux

Au vu des constats dressés au sein du présent rapport, nous maintenons notre revendication centrale d'une séparation claire, stricte et nette entre l'Etat et les églises, peu importe l'échelon considéré. Les religions, tout comme tout autre courant philosophique est d'après notre entendement une affaire privée dans une société moderne et tolérante. Il ne faut surtout pas confondre cette position comme un refus de notre part de la pratique d'un culte qui est une chose qui touche les aspirations individuelles des citoyens qui composent notre société. Nous sommes conscients que les dirigeants religieux de toute mouvance, malheureusement, utilisent de manière délibérée cette position qu'est la nôtre, afin de nous infliger d'un sectarisme intolérant aux yeux d'un grand public.

Un point crucial revient également à l'aspect financier et aux avoirs propres des cultes, et notamment du culte catholique. Le fait que leurs richesses, accumulées depuis des siècles, soient finement morcelées de façon intelligente au sein des fabriques d'églises, d'a.s.b.l. multiples et autres organisations parareligieuses, donne l'impression d'un objectif de dissimuler de manière délibérée leur patrimoine réel. C'est pourquoi il devrait subir une évaluation indépendante afin de faire sortir au grand public l'avoir considérable de ces organisations. Une attention toute particulière dans le mécanisme d'enrichissement qui est ciblé en fin de vie des personnes, dans les hôpitaux et surtout les maisons de retraite fonctionnant sous la tutelle de l'archevêché devrait être contrecarrée de manière durable et énergique. Une étude indépendante devrait de manière parallèle se pencher sur la réaffectation des bâtiments ecclésiastiques, car il paraît absurde qu'en période de ressources financières précaires, la collectivité continue à subventionner de manière déraisonnée des bâtiments sous-utilisés par rapport à leur capacité d'accueil.

En guise de conclusion

Les curés, prêtres et autres personnes au service d'un culte ne devraient plus être supportés aux frais de l'état et l'enseignement officiel épuré de toute influence religieuse. Dans une société moderne et ouverte, un enseignement aux valeurs centrales de tolérance et d'humanisme moderne, respectueux de tout un chacun devrait voir le jour dans l'enseignement officiel. Une atomisation des enseignements philosophiques et religieux est à proscrire car elle est, selon notre conception, rétrograde et source de divergences au sein d'une société multiculturelle.

Pour conclure, nous réitérons notre revendication centrale, celle d'une séparation réelle et effective des affaires étatiques et ecclésiastiques. Si malgré tout, un modèle garantissant un financement des cultes voit le jour, ce modèle devrait être facultatif et chaque citoyen doit être à même de choisir lui-même le culte ou courant philosophique qu'il souhaite soutenir, bien que ceci ne corresponde pas au souhait initial de AHA qui fonctionne uniquement sur base des contributions de ses membres. A notre avis, les communautés religieuses devraient fonctionner de la même façon.



Allianz von Humanisten
Atheisten & Agnostiker

Nos revendications en résumé :

1. introduction d'un cours d'éthique unique pour tous les élèves ;
2. séparation financière stricte entre l'Etat et les convictions religieuses ou philosophiques ;
3. abolition des conventions actuellement en vigueur ;
4. abrogation des articles 22, 106 et 119 de la constitution ;
5. introduction d'un article constitutionnel stipulant un état laïque ;
6. réaffectation/transformation d'un nombre d'édifices culturels à des fins sociales, culturelles, commerciales ou sportives ;
7. financement des édifices à affectation culturelle restants par les convictions religieuses eux-mêmes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre haute considération.

Dr. Laurent SCHLEY
président

Manuel HUSS
secrétaire général

Taina BOFFERDING
vice-présidente

Annexe : dossier de presse du 23 novembre 2012, faisant partie intégrante du présent avis

Copie : **Mme Carole Schmitz, Ministère d'Etat**
M. Jean Zahren, Ministère d'Etat



Allianz von Humanisten
Atheisten & Agnostiker

23. November 2012

Pressemitteilung

Reaktion von AHA Lëtzebuerg auf den Expertenbericht betreffend die staatlichen Beziehungen mit Religionen und nicht religiösen Organisationen

4 Thesen zur Trennung von Kirche und Staat:

- „*Biltgen's suggestive Missionsbeschreibung fast überwunden...*“ – Der Expertenbericht bietet erstmals guten Überblick, geht aber in seinen Analysen nicht weit genug.
- „*Es gibt keine religiösen Kinder, es gibt nur Kinder religiöser Eltern!*“ – Schluss mit religiöser Segregation in der Schule! Eine neutrale Wertevermittlung für alle Schüler!
- „*Religion ist Privatsache, und eine zweifelhafte dazu...*“ – Für die strikte finanzielle Trennung zwischen Staat und Religion! Laizismus in der Verfassung verankern!
- „*Pimp my Church!*“ – Gemeindeeigene Kirchengebäude umfunktionalisieren!



Allianz von Humanisten
Atheisten & Agnostiker

Einleitung

- 1) Ein überfälliger Überblick: trotz der äußerst suggestiven Missionsbeschreibung seitens des Kultusministers, in der keine grundsätzlichen Fragen gestellt wurden, ist es den Experten gelungen, erstmals einen Überblick über die gesamte Thematik zusammenzustellen, der zudem zeigt, wie dringend notwendig eine Reform ist. Bisher musste dem Kultusminister jedes noch so kleinste Detail aus der Nase gezogen werden.
- 2) Ungünstig ist leider die Zusammensetzung der Expertengruppe gewesen. Zwar hat sie einen politisch ausgewogenen Eindruck vermittelt, eine wirklich internationale Besetzung haben wir aber vermisst. Zusätzlich zu französischen und belgischen Experten hätten wir auch gerne Fachleute aus Deutschland oder Großbritannien in der Gruppe gesehen, was in Bezug auf die Modelle zu einem ausgeglicheneren Bericht geführt hätte.
- 3) Auch bemängelt AHA Lëtzebuerg, dass im zweiten Teil des Berichtes zwar auf einige Modelle im Ausland eingegangen wird, die Ausführungen darüber hinaus aber nicht sehr nützlich sind, da keine systematische Analyse theoretischer Modelle samt Vor- und Nachteile durchgeführt wurde. Es wäre sehr hilfreich gewesen, auf der Grundlage einer direkten Gegenüberstellung verschiedener Modelle (heutiges Konventionsmodell, Kirchensteuermodell, strikte Trennung, usw.) zu diskutieren.

Werteunterricht

- 4) Auch sehr stiefmütterlich behandelt wurde die Frage nach dem Werteunterricht in der Schule. Nachdem die Experten mit Blick auf die Finanzierungsmodell sehr detaillierte Darlegungen der Situationen im Ausland angestellt haben stellt sich die Frage, wieso sie das nicht auch hinsichtlich des Verhältnisses zwischen Schule und Religion gemacht haben. Die rezente Debatte in Deutschland zum Beispiel hätte in dieser Frage viel zum Thema beitragen können.
- 5) AHA Lëtzebuerg spricht sich kategorisch für die Einführung eines weltanschaulich neutralen Werteunterrichts für alle Schüler aus. Dafür gibt es viele gute Gründe, allem voran muss aber deutlich klargestellt werden, dass es keine religiösen Kinder gibt, es gibt nur Kinder religiöser Eltern. Kinder verfügen



Allianz von Humanisten
Atheisten & Agnostiker

über eine blühende Fantasie und diese sollten wir nicht gefährden, indem wir sie aufgrund der Religionszugehörigkeit ihrer Eltern in die eine oder andere Schublade stecken. Dies führt zu einer gefährlichen Segregation in der Schule und ist in etwa so sinnvoll, wie die Schüler beim Deutschunterricht in einen bayrischen und einen hessischen Kurs aufzuteilen, in anderen Worten: es ist blanker Unsinn, der auf ungerechtfertigten Privilegien der katholischen Kirche fußt.

- 6) De facto könnte ein neutraler Werteunterricht sehr schnell umgesetzt werden:
- a) In Form des Ethikunterrichts existiert er heute schon im Sekundarunterricht als Alternative zum Religionsunterricht, so dass er demnach nur auf alle Schüler ausgedehnt werden müsste.
 - b) Seine Einführung bedarf im Gegensatz zu anderen Fragen keiner Verfassungsänderung.
 - c) Es besteht momentan ein optimales Zeitfenster, da sich sowohl der Schulbereich als auch die Verhältnisse zwischen Staat und Religion in Reformphasen befinden und die Frage nach dem Werteunterricht beide betrifft.

Finanzen

- 7) Religion ist Privatsache. Wir wollen niemandem den Glauben an Gottheiten oder andere Fantasiegeschöpfe verbieten und bekennen uns klar und deutlich zur Gedanken- und Meinungsfreiheit. Trotzdem betrachten wir Religion als ein äußerst problematisches gesellschaftliches Phänomen, das es zu überwinden gilt. Dazu beitragen wollen wir nicht mit Verbot und Repression, sondern mit guten Argumenten.
- 8) Religion ist eine sehr streitbare Angelegenheit, und aus diesem Grund darf niemand gezwungen werden, finanziell oder auf andere Weise dazu beizutragen. Religion schadet vielen Menschen: weltweit wurde und wird in ihrem Namen unterdrückt und verfolgt. In Luxemburg ist ihr Einfluss heutzutage glücklicherweise eingeschränkt, trotzdem versucht sie mit allen ihr zur Verfügung stehenden Mitteln die Freiheitsrechte der Bürger einzuschränken. Zwei konkrete Beispiele: Kann es sein, dass homosexuelle Mitbürger eine Organisation wie die katholische Kirche mitfinanzieren müssen, die nicht nur gegen ihre Gleichbehandlung zum Beispiel in Sachen Heirat mobilisiert, sondern auch gegen



Allianz von Humanisten
Atheisten & Agnostiker

ihre vermeintlich „schöpfungswidrige“ Lebensweise hetzt? Kann es sein, dass eine Regierung, die sich anscheinend für die Gleichstellung der Geschlechter einsetzt gleichzeitig Religionen finanziell massiv privilegiert und fördert, die Frauenrechte systematisch mit Füßen treten? Wir denken nicht, dass das sein kann.

- 9) Die aktuellen Verhältnisse zwischen Staat und Religion zwingen jeden Steuerzahler, zur Finanzierung der Religionen beizutragen, und dies unabhängig davon, ob er selber religiös ist, mit den politischen Positionen der Religionen einverstanden ist, oder sogar von ihnen diskriminiert wird. Aus diesem Grund fordert AHA Lëtzebuerg eine strikte finanzielle Trennung von Kirche und Staat. Die aktuellen Konventionen zwischen dem Staat und den Religionsgemeinschaften müssen gekündigt werden. Die Verfassungsartikel, welche die finanziellen Verhältnisse zwischen Staat und Kirche(n) regeln, müssen im Rahmen der kommenden Verfassungsreform abgeschafft werden (Art. 22, 106, 119). Zusätzlich muss ein Artikel eingeführt werden, in dem Luxemburg klar und deutlich als laizistischer Staat definiert wird.
- 10) Auf kommunaler Ebene soll ein Großteil der gemeindeeigenen Kirchengebäude, die nicht mehr ausgelastet sind, umfunktionalisiert werden. Zukünftig können vor allem jene, die unter Denkmalschutz stehen, als Konzert- oder Theaterhallen, Kulturzentren und Bibliotheken dienen. Weitere Kirchengebäude können, wie es im Ausland gängige Praxis ist, zu Hotels, Restaurants, Markthallen, Sozialwohnungen oder Sporteinrichtungen umgebaut werden. Die restlichen Kirchen – d.h. so viele wie mit Gläubigen gefüllt werden können – sollen an die Glaubensgemeinschaften verkauft oder vermietet werden. Diese müssen dann aber auch für den Unterhalt aufkommen. Die Kirchenfabriken lassen die Gemeinden ihr Defizit bezahlen, obwohl sie in den Unterorganisationen der katholischen Kirche Reichtümer angehäuft haben.

Schlussfolgerungen

- 11) Die Experten haben sich auch mit der Frage befasst, wie die Verhältnisse zwischen dem Staat und nicht religiösen Weltanschauungen zu gestalten wären. Als Allianz von Humanisten, Atheisten und Agnostikern fühlen wir uns in dieser Frage natürlich angesprochen und vertreten die folgende Haltung:



Allianz von Humanisten
Atheisten & Agnostiker

- a) AHA setzt sich ein für die strikte Trennung von Kirche und Staat, wodurch die Finanzierung von sowohl religiösen als auch nicht religiösen Vereinigungen zur reinen Privatangelegenheit wird.
- b) Im Rahmen des aktuellen Modells (Konventionen mit den Religionsgemeinschaften) lehnt AHA Lëtzebuerg eine Konvention mit einer nicht religiösen Vereinigung strikt ab, weil dadurch die religiöse Finanzierung weiter zementiert werden würde.
- c) Falls es in den kommenden Diskussionen zu einem alternativen Kompromissmodell kommen sollte, will sich AHA Lëtzebuerg keiner Diskussion verschließen, dies aber unter der strikten Bedingung, dass ein entsprechendes Finanzierungsmodell einer Reihe von Kriterien entspricht.

Allianz von Humanisten, Atheisten an Agnostiker Lëtzebuerg a.s.b.l. (AHA)

www.aha.lu

Mitglied *Alliance for a Secular Europe*

Mitglied EHF

Mitglied IHEU

A.H.A. Lëtzebuerg a.s.b.l.

SIÈGE SOCIAL: 86 Kohlenberg, L-1870 Luxembourg

CCPLLULL: LU56 1111 3101 1809 0000

R.C.S. Luxembourg F8374

www.AHA.lu

E-MAIL: info@aha.lu